

**LA CHRONIQUE GÉOPOLITIQUE DIDIER CHAUDET, CHERCHEUR À L'IFRI (✉)**

# *Kaboul : les raisons d'un combat*

La France a compris, avec la mort de dix de ses soldats, qu'elle était en guerre en Afghanistan, pays souvent présenté comme une réussite de la « guerre contre le terrorisme ». Pourtant, la situation sur le terrain est bien plus difficile qu'on ne le pense. Depuis 2003, des combattants islamistes afghans, les « néo-talibans », ont réussi à reprendre pied dans le pays. Ils appartiennent à une jeune génération qui n'a pas forcément combattu pour l'« émirat » du mollah Omar, et qui, d'ailleurs, ne se place pas nécessairement sous son autorité. Il ne s'agit pas d'une organisation strictement hiérarchique, mais plutôt d'un réseau composé de bataillons locaux, collaborant les uns avec les autres selon leurs intérêts, et sur lequel la direction « historique » des années 1990 a un contrôle limité.

Ils s'appuient sur un trafic de drogues intensif pour financer leurs actions : 70 % des champs de pavot afghans se trouvaient dans les cinq régions du sud-ouest fermement tenues par les néo-talibans en 2007. Par ailleurs, ils attisent le sentiment nationaliste chez les Pachtones, la principale ethnie d'Afghanistan, importante dans la zone proche de la frontière afghano-pakistanaise.

Dans les deux pays, sur l'aire de peuplement pachtone, ils ont su mener une campagne de propagande que les troupes américaines pourraient leur envier. Et les résultats parlent d'eux-mêmes : en Afghanistan comme au Pakistan, les djihadistes pachtones ont réussi à s'imposer en se constituant une base de sympathisants dans la population locale. Ils ont réussi à imposer leur loi dans les zones tribales pakistanaïses et, depuis 2007, on peut dire que les néo-talibans sont présents sur un tiers du territoire afghan. On a donc affaire à un mouvement insurrectionnel avec une base populaire sur deux territoires nationaux, bien organisé et bien financé.

**Un djihad mondial.** Avec ce triste tableau en tête, on peut légitimement se poser la question : faut-il mourir pour Kaboul ? Il est difficile d'abandonner le combat, quand on voit ce qui est en jeu. En effet, les néo-talibans sont idéologiquement proches d'Al-Qaïda, malgré leur nationalisme. Ils se considèrent comme l'un des fronts d'un djihad mondial. S'ils reprenaient le pouvoir en Afghanistan, il y a fort à parier que le pays deviendrait à nouveau un refuge sûr pour tout groupe terroriste islamiste.

Les néo-talibans peuvent également être considérés comme un danger pour l'ensemble de la Grande Asie

centrale, une région englobant les pays d'Asie centrale post-soviétiques, l'Afghanistan et le Pakistan. Depuis la chute du mollah Omar, les combattants islamistes ont des comptes à régler avec leurs voisins du nord et du sud. Ainsi, dès 2001, le Pakistan de Moucharraf a décidé de soutenir les États-Unis dans sa guerre contre le terrorisme. Cela a signifié l'abandon des talibans par les services de sécurité pakistanaïses.

**Implantation au Pakistan.** Or, aujourd'hui, le mouvement djihadiste pachtone est plus pakistanaïse qu'afghan. Selon les chiffres disponibles, les néo-talibans afghans représentent à peu près 17.000 hommes, les néo-talibans pakistanaïses 40.000. Ils se sont déjà imposés dans les zones tribales, notamment au Waziristan, en menant une campagne de terreur contre les leaders locaux coupables de « collaboration » avec le gouvernement.

*Les néo-talibans afghans sont idéologiquement proches d'Al-Qaïda. S'ils reprenaient le pouvoir en Afghanistan, il y a fort à parier que le pays redeviendrait un refuge sûr pour les groupes terroristes islamistes.*

Si Kaboul tombe, cette fois, les combattants islamistes ne s'arrêteront pas forcément à l'Afghanistan. Ils pourraient continuer la lutte au Pakistan, État possédant l'arme nucléaire. Quant aux pays d'Asie centrale post-soviétiques, ils ont soutenu les États-Unis, et sont donc des ennemis naturels. Et cela d'autant plus que les oppositions islamistes centre-asiatiques, notamment le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, combattent aux côtés des néo-talibans, et ont conservé des réseaux dans leurs pays d'origine. La déstabilisation de la Grande Asie centrale signifierait donc, globalement, une montée en puissance du terrorisme international. Il s'agit d'un danger réel, y compris pour les Européens.

Mais voir la rationalité de l'engagement en Afghanistan ne veut pas dire accepter de mener le combat à n'importe quel prix. En particulier, la guerre ne fait sens que si la prochaine administration américaine prouve son désir de vaincre les néo-talibans. Cela signifie notamment de ne pas s'engager dans d'autres aventures militaires sans véritables liens avec la guerre contre le terrorisme, comme la dernière guerre d'Irak. Cette dernière a non seulement été

coûteuse (3.000 milliards de dollars), mais a donné l'impression que la guerre contre le terrorisme est en fait une guerre contre l'Islam. Attaquer l'Irak, comme certains le souhaiteraient à Washington, renforcerait cet argument dans la propagande islamiste. À l'exemple de ce qui s'est passé suite à la guerre en Irak, cela pourrait signifier de nouvelles recrues pour les réseaux d'Al-Qaïda et pour l'armée des néo-talibans.

Par ailleurs, une guerre contre l'Irak signifierait un besoin de troupes et d'argent accru pour assurer la conquête et la stabilisation du territoire. Or, ce dont l'Afghanistan a justement besoin, c'est de plus de troupes pour vaincre les néo-talibans, et de plus de fonds pour aider à la reconstruction.

**Danger des raids aériens.** Enfin, Washington doit accepter d'aller au-delà du volet militaire de la lutte. Les raids aériens, arme privilégiée des Américains,

sont certes un moyen très efficace d'éliminer des groupes entiers de talibans. Mais ce mode d'action devrait être utilisé de manière plus parcimonieuse, et uniquement quand les renseignements utilisés sont vérifiables. En effet, si un bombardement peut éliminer quelques dizaines de néo-talibans, il suffit d'une erreur, du bombardement d'un village, pour transformer le même nombre d'Afghans en ennemis jurés de la coalition.

Les troupes présentes en Afghanistan font donc un travail nécessaire, en accord avec les intérêts français et européens. Mais Paris, comme Bruxelles, doit avoir le courage d'exiger des prochains dirigeants américains du sérieux et de la constance. Kaboul est assez importante pour exiger une concentration des efforts et des ressources.

(\*) *Didier Chaudet est chercheur à l'Institut français des relations internationales, au Centre Russie - Nouveaux États indépendants.*